

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Pays-Bas

Par 61% des voix, les électeurs néerlandais avaient rejeté, le 6 avril 2016, l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne. Certes, ce référendum demandé par les citoyens était consultatif. Mais son résultat était hautement significatif : au-delà de l'accord en question, ce vote exprimait clairement un rejet de l'Union européenne et le gouvernement néerlandais aurait dû immédiatement annoncer que l'accord ne serait pas ratifié. Le Premier ministre a préféré s'engager dans des discussions obscures avec les partis néerlandais et avec Bruxelles ou l'on était furieux de ce référendum entraînant l'annulation de l'accord avec l'Ukraine.

C'est finalement l'oligarchie européiste qui a gagné. Le 31 mai, le Sénat néerlandais a voté l'accord, par suite du ralliement de la majorité des sénateurs chrétiens-démocrates. Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker s'est félicité de cette décision qui constitue un évident déni de démocratie. C'est la deuxième fois que le choix des électeurs néerlandais, qui avaient rejeté le « traité constitutionnel » en 2005, est effacé. Et l'on s'étonne du succès des populistes ?

Élections législatives

Résister

à

l'oligarchie

U.E.

Démocratie
en péril

p. 6 - 7

Idées

Régis
Debray

p. 9

À côté de moi le déluge

Cela faisait longtemps qu'on se demandait si les dirigeants de l'économie mondiale savaient que leur logique nous menait tous à la catastrophe. Grâce à Bruno Latour, nous avons la réponse : oui, ils savent.

Le directeur scientifique de Science Po, dans un entretien au *Nouvel Observateur*[1] repris récemment par le *Canard Enchaîné*[2], nous dit en effet qu'il s'était posé la même question et avait découvert que les classes dominantes, conscientes des problèmes sociaux et écologiques (entre autres) produits par leur propre système, « au lieu de changer de modèle économique, ont renoncé à l'idée d'un monde commun ». En clair, elles se désolidarisent de nous pour se réfugier, au propre comme au figuré, dans leur propre monde, laissant le reste de l'humanité se débrouiller avec les conséquences de leur domination.

Voilà qui clarifie la situation. Mais qui nous enjoint de nous poser à nous aussi, pays riches, cette question éthique fondamentale : sommes-nous toujours décidés à vivre ensemble, ou bien allons-nous diviser le monde en régions, races, castes « humaines » (nous) et « sous-humaines » (les autres), pour instaurer un apartheid mondial qui sauvera notre mode de vie au détriment des autres, sur une terre qui a de plus en plus de mal à nous en donner les moyens du fait de l'épuisement des ressources, de la dégradation du milieu et de l'accroissement de la population ?

La question semblerait presque insultante dans notre monde démocratique signataire des Droits de l'Homme ; et pourtant le mur de Trump, les fermetures de frontières, les délocalisations sauvages, les fatwas et anathèmes, nous montrent qu'il n'est pas inutile de se la poser. Alors, que vont faire nos pays riches : suivre les classes dominantes dans leur égoïsme absolu, comme l'observe Bruno Latour - nous montons des murs, le reste du monde n'est plus notre problème ; ou rester fermement attachés à la solidarité universelle ? C'est à nous de le dire, et



cette réponse conditionne tout notre futur, puisque suivant que nous déciderons d'être solidaires ou égoïstes, tous nos choix économiques, écologiques, politiques, diplomatiques devront être différents. Nous touchons du doigt le problème le plus difficile que l'humanité va avoir à résoudre très vite : nous allons, nous les humains, culminer à onze milliards d'habitants sur une terre qui pourra encore permettre des conditions de vie décentes pour tous, mais à l'unique condition d'en partager les ressources.

Par-dessus le marché, si la solidarité et la réaffirmation sincère des

Droits de l'Homme sont retenues, encore faudra-t-il ne pas se tromper de méthode pour les garantir. Et ce n'est pas évident. Bruno Latour lui-même, si clair dans son analyse sur les classes dominantes, devient complètement incompréhensible sur ses choix politiques. Il se désole en effet de voir les peuples européens revenir vers leurs États-nations, « d'un point de vue historique, une régression » et se détourner d'une Europe qu'il considère pourtant comme « l'expérience la plus avancée du point de vue de l'innovation politique ». Vouloir plus d'Europe, quand la Commission est en phase absolue avec la politique économique des classes dominantes qu'il critique ? Quelle contradiction ahurissante dans un même entretien !

Il n'est pourtant pas besoin de faire Science-Po pour se rendre compte que ce sont précisément ces États-nations qui sont les cadres d'où peuvent sortir les solutions : c'est parce que nous sommes forts de nos pays, riches de nos cultures, de nos histoires, de nos sociétés, que nous pouvons nous ouvrir aux autres. Alors qu'au contraire, le global, c'est la destruction voulue, nécessaire, préliminaire, de toutes les références culturelles et sociales pour une « expérience avancée » dans laquelle au final on retrouve la lutte de chacun contre tous, et où la seule référence universelle reste l'argent. C'est la France qui a rédigé la Déclaration des Droits de l'Homme ; c'est l'UE qui a rédigé le TAFTA.

François VILLEMONTAIX

(1) Numéro du 16 mars 2017

(2) Numéro du 24 mai 2017

SOMMAIRE

P 1 Cible : Pays-Bas - P 2 : Apartheid mondial : À côté de moi, le déluge P 3 : Affaires : Moraliser la politique - Écho des blogs : La voix royales - P 4 : Réseaux sociaux : l'opinion en trompe l'oeil - P 5 : France-Israël : le septième jour - P 6 - 7 : Union européenne : Un despotisme pas même éclairé - P 8 : Oligarchie : le sang du pauvre - P 9 : Idées : La civilisation américaine - P 10 : Istanbul - lettres du Bosphore - P 11 : Brèves : Japon, Serbie, Russie, Népal - Souscription - Publication - Mercredis - P 12 : Éditorial : Résister à l'oligarchie .

Moraliser la politique ?

Pour moraliser l'action politique, il faudrait s'engager dans un bouleversement complet des pratiques. On va se contenter d'un renforcement juridique du contrôle des élus, dans l'oubli des financements occultes.

Emmanuel Macron affiche son lien avec Paul Ricoeur mais il a oublié ses leçons. La preuve, c'est qu'il fait mettre en chantier une loi de « moralisation de la vie publique ». L'auteur de « Soi-même comme un autre » distingue la morale, qui se définit comme un ensemble de normes contraignantes à valeur universelle, et l'éthique qui consiste à conduire sa vie selon des actions que l'on estime bonnes. Le respect des impératifs moraux et la conduite éthique sont possibles dans l'action politique mais cela suppose une ascèse qui contredit souvent l'efficacité. Ce point est bien connu à la Nouvelle Action royaliste qui vit sans subventions officielles ni financements occultes avec les seuls dons, abonnements et cotisations de ses militants et sympathisants : sa pauvreté est un facteur d'exclusion dans une société où les campagnes politiques impliquent des sommes colossales.

Il est certes possible de contraindre les candidats et leurs partis à des campagnes résolument éthiques, centrées sur les préaux d'écoles et le service public de la télévision, avec déplacements en train et hôtels deux étoiles. Tel n'a pas été le choix d'Emmanuel Macron. Si le nouveau président avait voulu moraliser la politique, il lui aurait fallu publier, dans leur intégralité, les noms des personnes et des firmes qui ont financé sa propre campagne. Quant à François Bayrou, il aurait dû confesser ses fautes passées (1) avant d'accepter la charge du ministère de la Justice. Saisis par une saine émulation – rêvons un peu – les autres partis seraient alors passés aux aveux et une loi d'amnistie aurait pu être votée, prélude à une conception ascétique du financement de l'action politique.

Si Emmanuel Macron avait pris au sérieux la morale kantienne, il se serait aperçu que l'homme d'Etat ne peut en toutes occasions respecter les impératifs moraux. Kant affirme qu'il est catégoriquement interdit de tuer alors qu'un homme d'Etat peut ordonner l'élimination de djihadistes afin d'empêcher des campagnes d'attentats. Il faut donc distinguer la morale et la politique en les articulant par le moyen du droit qui permet d'inscrire les actions contingentes dans une finalité éthique – le Bien public. Il faut donc changer l'intitulé de la loi dite de « moralisation » et veiller à la cohérence du dispositif juridique – dont nous reparlerons.

Sylvie FERNOY

(1) Par exemple, il lui aurait fallu exposer dans quelles conditions lui fut attribué en 1993 le « Prix Hugues Capet » pour son livre sur Henri IV et remercier la NAR pour la mansuétude dont elle avait fait preuve à cette époque.

Voie royale

Un lecteur nous signale un site d'actualités et d'analyses, Voix de l'Hexagone (1), alimenté par de nombreuses rubriques, ainsi que des blogs dont notamment

Voie Royale (2) qui offre des articles de réflexion autour de la royauté partout dans le monde, sous les angles historiques, prospectifs, culturels et politiques. Ils méritent effectivement toute votre attention et nous vous en proposons ci-dessous quelques échantillons.

Sur Voix de l'Hexagone, nous avons sélectionné « Présidentielle 2017 : Les Français «choisissent» la continuité » par Pierre-Henri Paulet :

« La surprise, c'est qu'il n'y a pas eu de surprise. Le scrutin du 23 avril qualifie le duo Emmanuel Macron / Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. [...] les « fractures françaises » se lisent aisément en filigrane des résultats enregistrés hier. »

En effet « non seulement ce deuxième tour face au Front National a été anticipé, mais il a même été théorisé comme instrument de maîtrise du processus électoral. » et que « les phénomènes complexes qui forment l'engrais du vote frontiste n'ont jamais été sérieusement traités par le gouvernement. » il déplore que, avant le 2ème tour, selon un scénario bien rôdé « les électeurs [vont être] sommés une fois encore d'empêcher que ne surgisse la « bête immonde », nourrie et chauffée par tout un système depuis trente ans. »

Puis l'auteur conclut que « les Français ont exprimé très majoritairement un désir d'alternance voire de changement plus substantiel. Mais ils l'ont fait de manière désordonnée, avec des espérances et visions inconciliables. [...] En Marche ! ou PS ou LR aucune importance : tout est fait pour que la même politique soit menée, sous l'œil bienveillant du patronat et de la Commission de Bruxelles ».

Sur Voie Royale, Pierre-Henri Paulet évoque « le chercheur en science politique Omar Saghî qui a publié en 2016 aux éditions *La Croisée des Chemins (Casablanca)* un essai consacré aux spécificités de la monarchie marocaine. Il y analyse avec brio les raisons et les justifications d'un régime politique atypique dans la région. L'ouvrage sera distribué en France cet été. » Enfin, pour la bonne bouche (!), Ella Micheletti nous recommande la BD « du scénariste Rutile et de la dessinatrice Gaëlle Hersant qui nous présente tous les bouleversements culinaires qui se sont produits durant le XVIIe siècle. « À la table du Roi-Soleil » nous fait découvrir en bande-dessinée un pan de l'histoire de la gastronomie française à travers plusieurs petites histoires savoureuses, drôles ou tragiques. »

Loïc de Bentzmann

(1) <https://voixdelhexagone.wordpress.com/author/voixdelhexagone/>

(2) <https://vdhvoieroyale.wordpress.com/>

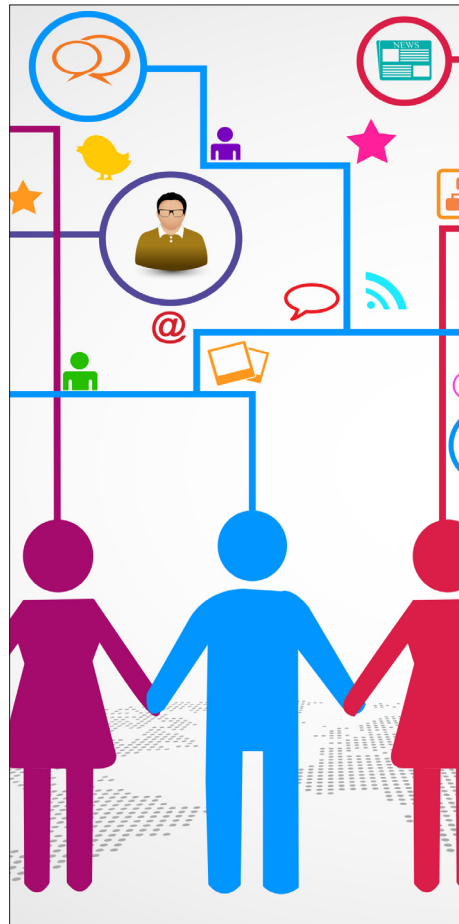
L'opinion en trompe-l'œil

Par leur croissance, les réseaux sociaux de l'internet sont devenus un instrument majeur de la vie publique, un support de prédilection du message politique, particulièrement en période électorale. Quelque part entre le baromètre citoyen et le défouloir ordurier, ils peinent à traduire fidèlement l'opinion des Français.

La campagne présidentielle 2017 fut sans surprise une campagne très numérique. Particulièrement mobilisés sur les réseaux sociaux, les « *Insoumis* » de Jean-Luc Mélenchon ont compris le potentiel de Twitter, de Google+, d'Instagram, de Facebook et des chaînes de *web-TV* comme Youtube pour toucher un électorat vaste, mais en moyenne plus jeune que le corps électoral du pays. Les militants de gauche ont investi un terrain déjà solidement occupé par ceux de l'extrême-droite, quitte à créer une distorsion entre l'image des candidats sur la Toile et leur véritable poids dans l'opinion.

Qui fréquente les réseaux sociaux ? La plateforme Facebook compte aujourd'hui 30 millions d'utilisateurs réguliers en France (au moins une connexion mensuelle), dont les deux tiers sont actifs quotidiennement. Sur le service de *mini-blogging* Twitter, le nombre d'utilisateurs réguliers atteint à peine 15 millions, malgré l'importance prise par ce *medium* créé en 2006. C'est encore bien peu, en comparaison des 67 millions d'individus que compte la population française en 2017 et des 45 millions d'inscrits sur les listes électorales. Tous les Français ne laissent pas de trace numérique et ceux qui le font cultivent l'ambiguïté. L'anonymat étant monnaie courante, en particulier sur Twitter (usage massif de pseu-

donymes) la parole est volontiers outrancière, provocatrice, ironique. Internet porte l'écho des colères souterraines de la société et prête aux manipulations : complotisme, rumeurs, informations truquées... En janvier 2017, l'entreprise spécialiste de la protection informatique Kaspersky Lab a estimé que 10 % des utilisateurs des réseaux sociaux déformaient la réalité afin de rendre plus populaires leurs publications. La part des échanges de nature politique resterait même très limitée hors période électorale, a relevé il y a trois ans Julien Boyadjian



dans une étude portant spécifiquement sur le réseau Twitter. En plus d'écarter l'idée selon laquelle Twitter constitue un échantillon représentatif de la population française, cet universitaire relativise l'emprise

sur les débats politiques de personnalités considérées en ligne comme « *leaders d'opinions* ».

Moins influents que leur réputation ne le laisse donc entendre, les réseaux sociaux de l'internet pêcheraient aussi par leur inefficacité à quantifier l'adhésion politique. L'expérience du *Big Data* menée ces dernières semaines pour tenter de prédire les résultats du scrutin présidentiel permet désormais de tirer des enseignements précis. Le *Big Data* peut être défini comme le traitement des « *buzz* », c'est-à-dire des messages – positifs ou négatifs – concernant des personnalités. Très visible durant toute la campagne grâce à la promotion de ses algorithmes, l'institut canadien Filteris affichait par exemple des prévisions favorables aux candidatures de Jean-Luc Mélenchon et de François Fillon. Le dimanche 23 avril, le premier tour de l'élection présidentielle était aussi un duel méthodologique, en coulisses, entre sondeurs accusés d'imprécision ou d'inadaptation aux stratégies de vote modernes et partisans d'un *Big Data* novateur et pressenti plus fiable. La suite est connue...

Les résultats de la présidentielle 2017 ont conforté l'approche sondagière avec des scores très proches des dernières estimations. Le quarté sorti de l'étude Filteris du 21 avril au soir (22,72 % pour Le Pen ; 21,57 % pour Fillon ; 21,34 % pour Mélenchon et seulement 20,03 % pour Macron) apporte la démonstration des limites actuelles de l'observation des réseaux sociaux. Une *start-up* à l'activité similaire, Vigiglobe, a commis tout autant d'approximations en inférant de ses relevés numériques la qualification probable de Fillon, secondé par Mélenchon ou Macron. Les modes de calcul doivent être peaufinés, se défendent les promoteurs du *Big Data*. Ceux-ci n'entendent pas renoncer de sitôt à la profusion d'indicateurs politiques dont regorgent les réseaux sociaux.

Pierre NAULANT

Le septième jour

Après une phase de réduction des dépenses militaires, le monde est partout en train de réarmer. Les pays européens membres de l'OTAN sont les derniers à le faire car ils doutent de leurs institutions.

Le 5 juin 1967, un lundi comme cette année, Israël détruit au sol l'aviation égyptienne et se rend maître du ciel face aux avions syriens, jordaniens et irakiens ; le 6 il conquiert le Sinaï ; le 7 il entre dans la vieille ville de Jérusalem ; le 8 il parvient au canal de Suez ; le 9 il conquiert les hauteurs du Golan ; le 10, samedi, jour de shabbat, les grandes puissances imposent un cessez-le-feu.

On a peine à prendre la mesure de cet événement qui marque toujours le terrain cinquante ans plus tard, toute « *une vie d'adulte avec ses joies et ses peines, ses déceptions et ses espoirs* », comme l'écrit Michaël Bar-Zvi auquel nous empruntons notre titre (1). Le Sinaï a été rendu à l'Égypte qui n'en peut mais. Des hauteurs du Golan, l'on contemple le plateau syrien de la désolation. Jérusalem réunifiée a été déclarée capitale « *éternelle* » de l'État d'Israël.

Rien n'est si éloigné de nous que l'Israël de 1967. Les héros militaires admirés, le légendaire Moshe Dayan, l'étaient moins depuis les mécomptes de la guerre de Kippour en 1973. Leur prestige se poursuivait néanmoins au bénéfice de deux hommes aussi dissemblables que Yitzhak Rabin ou Ariel Sharon. Les transformations de Tsahal sont sans doute les plus caractéristiques des mutations de la société israélienne. Issue des *kibboutzim* (coopératives agricoles), l'élite militaire, colonne vertébrale de l'État, se recrute aujourd'hui plus volontiers dans les

yeshiva (écoles talmudiques). À la fusion de l'épée et du soc de charrue a succédé l'union des phylactères et des barillets, de la kippa et du treillis. Les milices d'auto-défense populaire se sont abîmées en forces d'occupation et de répression. Les quelques gradés encore tentés par la politique sortent du services de renseignement du Mossad et non des unités blindées ou parachutistes.

Autre sentiment d'éloignement, bien réel. L'Israël d'avant 67 était « notre ami, notre allié » (De Gaulle, en 1961). On n'imagine pas aujourd'hui l'étroite collusion qui a existé entre le jeune État et la France, tous partis confondus, et conséquemment ses militaires et les nôtres. De Gaulle n'avait pas attendu le 6 juin 1967 pour distendre, sans pour autant les renier, ces liens quasi-incestueux dont il ne découvrit progressivement l'étendue qu'une fois arrivé au pouvoir. Certes on savait la concertation franco-israélienne dans le déclenchement de la guerre de 1956 contre Nasser et on devinait l'appui au programme nucléaire. Mais c'était peu dire. Kennedy, dès son élection en 1960, avait repéré la faille et posé les premiers jalons d'une relation spéciale israélo-américaine inédite pour l'époque.

Si elle avait été renforcée par l'affaire algérienne, la relation privilégiée entre Paris et Jérusalem remontait à la création même de l'État d'Israël. Elle ne tenait pas particulièrement à l'action des communautés juives de France, métropole et Afrique du Nord, et pas plus qu'à l'arrivée en Israël après les indépendances de sépharades francophones plutôt hostiles au gouvernement français. Le tollé suscité en 1967 de la droite à la gauche par la rupture opérée par le général de Gaulle révélait un sentiment plus profond, à la fois religieux et intellectuel, forgé pendant la guerre et surtout dans

l'immédiat après-guerre avec la découverte des camps de concentration et l'héroïsme des combattants de la guerre de 1948. Mitterrand, représentatif de cette génération avait rêvé, en 1982 de renouer l'alliance mais Israël avait déjà muté - le pouvoir étant passé au Likoud, en 1978. Ce ne fut qu'un chassé-croisé.

L'éloignement est tel aujourd'hui que ce n'est pas la « séparation » de 1967 et l'alignement ultérieur sur la cause palestinienne qui étonne, mais le fait que les deux pays, les deux sociétés autant que les deux gouvernements, français et israéliens aient pu être un jour et pendant une vingtaine d'années aussi proches. « *Âge d'or* » totalement inimaginable aujourd'hui ! Depuis dix ans, s'est creusé entre les deux pays un vide sidéral. Aucun candidat aux dernières élections présidentielles n'a jugé bon d'en parler ou de s'y rendre.

Revenir sur 1967, tourner la page, passer au huitième jour, entre Israéliens et Palestiniens, supposerait que l'on puisse retrouver les fondements de l'alliance entre la France et Israël. Non pas que la diplomatie française puisse quelque chose pour rapprocher les deux camps sur le terrain, parce que la diplomatie n'est pas en soi médiatrice si le bras qui la dirige n'est que l'héritier toujours reconduit de l'acte fondateur de 1967. Si la France et Israël devaient un jour se retrouver ce ne serait pas autour de constructions diplomatiques subtilement équilibrées – qui ne seraient que des conséquences – mais d'une compréhension intellectuelle et d'une convivialité affective dont on ne voit aucun signe. L'Israël utile aujourd'hui est utilitariste, une Silicon Valley californienne à l'abri de son mur. Mais tous les Israéliens, autant que la majorité des Français, ne se reconnaissent pas dans ce monde de *start-ups*.

Yves LA MARCK

(1) Michaël Bar-Zvi, *Israël et la France, l'alliance égarée*, les provinciales, 2014

Un despotisme pas même éclairé

Quant à l'Union européenne, la période électorale a exposé les électeurs aux diatribes et aux solutions caricaturales de Marine Le Pen tandis que les courants oligarchiques brandissaient des plans de « réformes » destinés à ne rien changer. Nous présentons depuis plusieurs mois les ouvrages qui exposent des critiques argumentées et des solutions raisonnables : après Jacques Sapir (*L'euro contre la France, l'euro contre l'Europe, au Cerf*), Coralie Delaume et David Cayla (*La fin de l'Union européenne, chez Michalon*), Olivier Delorme (*30 bonnes raisons de quitter l'Europe, aux éditions H&O*), voici le livre de Frédéric Farah : *Europe, la grande liquidation démocratique*, paru aux éditions Bréal.

Les dirigeants de l'Union européenne ne balaient jamais devant leur porte. Toujours prompts à s'indigner des manquements à la démocratie sur notre continent et dans le monde, ils évitent méthodiquement de s'interroger sur la conception des différents organes de l'Union et sur leur mode de fonctionnement. Economiste, pionnier de la macronologie (1), explorateur intrépide des labyrinthes bruxellois, décrypteur héroïque des textes les plus hermétiques, Frédéric Farah déchire le voile bleu aux étoiles d'or et révèle, dans sa cohérence, le processus rigoureusement antidémocratique qui s'accomplit sur l'injonction de Francfort, Bruxelles et Berlin.

Le processus en question ne saurait être décrit comme une sorte de

dérapiage suivi d'une sortie de route, laissant supposer que le retour sur la grande voie démocratique est possible. L'Union européenne est antidémocratique parce que sa matrice est technocratique, résolument élitiste sous des apparences qui singent les institutions démocratiques : Parlement européen, élections européennes, Conseil des ministres... Or nous savons que c'est un organisme exécutif, la Commission, qui légifère et nous nous souvenons de l'effacement du résultat des référendums de 2005. D'ailleurs, les hiérarques disent de temps à autre la vérité sur le système. Par exemple Jean-Claude Juncker déclarant que les élections nationales ne peuvent remettre en cause les traités ou encore Tommaso Padoa-Schioppa, l'un des concepteurs de la monnaie unique, avouant que l'Union s'est faite selon la méthode du « despotisme éclairé » et qu'« on peut parler de démocratie limitée ». Boutades de technocrates plus ou moins éméchés ? Bien au contraire ! Frédéric Farah souligne trois paradoxes nichés au cœur de la construction unioniste :

- La démocratie suppose un peuple érigé en collectivité politique or il n'y pas de peuple européen, donc pas d'espace public européen capable d'engendrer une opinion publique européenne ;

- Il y a bien une « citoyenneté européenne » mais pour l'obtenir il faut être citoyen d'une nation – le passport de l'Union étant délivré par les autorités nationales ;

- Le projet des « pères fondateurs » était de créer un sentiment d'appartenance européenne à partir de l'économie et selon une promesse de prospérité, ce qui supposait une mise à distance puis un dépassement

des pouvoirs politiques propres à chaque nation. On ne peut fonder une démocratie européenne sur le rejet du politique puisque la démocratie, dans son concept et dans sa pratique, est fondamentalement politique.

Confrontés à ces paradoxes, les européistes répliquent qu'ils sont en train de construire quelque chose d'absolument nouveau qui s'inscrira dans l'idéal démocratique. Le problème, c'est que le « quelque chose » déjà construit est antidémocratique. Comme Coralie Delaume, Frédéric Farah montre que la Cour européenne de justice impose un « droit européen » antisocial qui est parfaitement accordé au système ultralibéral résultant de l'Acte unique de 1986, du traité de Maastricht et de la stratégie de Lisbonne. Fin connaisseur des travaux de Karl Polanyi (2), de Wolfgang Streeck (3) et de Bastiaan Van Apeldoorn (4), Frédéric Farah décrit des États soumis à des créanciers auprès desquels ils se sont inconsidérément endettés et démonte un « ordre concurrentiel » qui régent les sociétés. Le principe du « néolibéralisme disciplinaire » a été énoncé par Margaret Thatcher : « *There is no alternative* ». La stratégie de Lisbonne qui visait la croissance et le plein emploi dans la cohésion sociale grâce à « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde* » s'est appuyée sur les fameuses « réformes structurelles » qui soumettent les sociétés à la logique du marché ultra-concurrentiel.

Nous ne sommes pas seulement exposés à un processus qui résulte mécaniquement des puissances déchaînées par la dérèglementation. Les principaux dirigeants de l'Union européenne constituent une oligarchie qui est capable, lorsque ses intérêts vitaux sont en jeu, d'exercer un contrôle politique ou de mener des opérations de force. Frédéric Farah examine quatre cas hautement significatifs :

L'Italie. En 2011, le pays était dirigé par Silvio Berlusconi, homme personnellement douteux mais de-



La banque centrale européenne, à Francfort

venu président du Conseil selon les dispositions constitutionnelles. Soumis à la pression de la Banque centrale européenne qui exigeait des privatisations et la dérèglementation du marché du travail mais rétif devant ce programme, le Cavaliere fut contraint à la démission par la spéculation financière et sur les injonctions conjointes de Berlin, Bruxelles et Paris qui firent désigner Mario Monti, parfaite incarnation de l'oligarchie qui fut incapable de sortir l'Italie de la crise.

Le Portugal. Confronté à une forte augmentation de sa dette publique, le pays a été soumis de 2011 à 2014 à la Troïka (FMI, Banque centrale européenne, Commission) qui a imposé un programme de réduction du coût du travail sans que le Parlement en soit saisi. Après les élections législatives de 2015 le président de la République a commencé par refuser de nommer un gouvernement de gauche puis s'est résigné mais la nouvelle équipe, qui a tenté d'aménager l'austérité, reste sous la surveillance menaçante de la Commission.

L'Espagne. La victoire des conservateurs aux élections de juin 2016 n'a pas permis la constitution d'une majorité stable et les Espagnols vivent aujourd'hui une dure expérience de « démocratie empêchée ». Alors que la mise en question de l'unité nationale par les indépendantistes catalans s'ajoute à la crise économique et sociale, la Commission continue d'appliquer aveuglément ses préceptes et demande de nouvelles coupes budgétaires qui ne feront qu'aggraver les tensions et empêcher ou interdire le

jeu des alliances politiques.

La Grèce est le cas le plus terriblement emblématique. A juste titre, Frédéric Farah évoque un « laboratoire » où se déroulent depuis 2010 des expériences d'une incroyable dureté. Incroyable, parce que la Grèce et les Grecs ont disparu des écrans de télévision depuis la capitulation d'Alexis Tsipras en juillet 2015. Incroyable, parce qu'il paraît invraisemblable, dans notre Europe démocratique, que des organes technobureaucratiques puissent imposer à une nation et à son peuple la thérapie de choc que le gouvernement d'un Etat souverain avait dénoncée et que le peuple consulté par référendum avait expressément rejetée. Incroyable, parce que la thérapie théoriquement prescrite pour soigner la Grèce a eu des effets catastrophiques sur le corps et l'esprit du malade. Incroyable, parce que la cause des difficultés qui frappaient la Grèce a été systématiquement ignorée et que des légions d'experts ont prétendu soigner des maux qu'ils avaient largement inventés.

Frédéric Farah démonte minutieusement les mensonges de la propagande d'inspiration allemande qui a fabriqué l'image de Grecs dispendieux, corrompus, paresseux, champions de l'évasion fiscale et de la pesanteur bureaucratique. Pas difficile, ensuite, de dire que ces orientaux lascifs devaient se serrer la ceinture, que l'austérité ramènerait ces pêcheurs à la vertu. Ce faisant, les experts de l'Union négligeaient les faiblesses réelles de l'Etat en Grèce, oubliaient que les Grecs avaient subi une première et longue purge austéritaire entre 1996 et 2004 et niaient les conséquences négatives du passage à l'euro. Frédéric Farah explique l'endettement, les premiers mémorandums, la tentative du gouvernement Tsipras, les raisons probables de sa capitulation qui a entraîné une succession de démissions devant les

exigences de Berlin, Bruxelles et Francfort. Depuis 2010, les données économiques et sociales prouvent que la thérapie vertueuse est un échec patent.

Le PIB grec a été amputé du quart depuis 2008. Le chômage touche 30% de la population active et 60% des jeunes sont sans emploi. Les salaires et les pensions de retraite ont baissé de 30% en moyenne, la situation sanitaire du pays est catastrophique or « *la Troïka a imposé à la Grèce un plafond anormalement bas de ses dépenses de santé qui ne devrait pas excéder les 6% du PIB, un taux inférieur à celui du Burkina Faso* ». Le désastre humanitaire, le pillage du pays, l'endettement écrasant ont été rendus possibles par la liquidation de la souveraineté grecque : « *la Constitution grecque a été mise entre parenthèses, le Parlement grec est contraint de voter des lois omnibus de plusieurs milliers de pages en une nuit, sans quoi les prêts attendus ne sont pas octroyés* ». La Grèce est administrée comme une colonie, selon la méthode allemande de l'administration punitive qui a été appliquée à la RDA après la chute du Mur.

Sous les présidences de Nicolas Sarkozy et de François Hollande, les gouvernements français ont laissé s'accomplir le processus de liquidation de la démocratie dans l'Union et se sont faits les complices de l'hégémonie allemande. Et voici qu'Emmanuel Macron, jamais en retard d'une visite à Berlin, annonce un nouveau train de ces « *réformes structurelles* » qui ont détruit la Grèce. Pire que Tsipras, le nouveau président n'a même pas envisagé de résister aux extrémistes du *Bundeskanzleramt* et du *Bundesministerium der Finanzen*. Il faudra le faire à sa place.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. Thomas Porcher et Frédéric Farah, *Introduction inquiète à la macron-économie*, Editions Les Petits matins, 2016. Nouvelle édition complétée en 2017.

(2) Cf. Karl Polanyi, *La grande transformation*, Réed. Gallimard, Tel, 2009.

(3) Cf. *Du temps acheté, la crise sans cesse aujourd'hui du capitalisme démocratique*, Gallimard, 2013.

(4) Son ouvrage sur les limites du projet européen a été publié chez Palgrave Mcmillan en 2008.

Le sang du pauvre

Je n'ai jamais lu Léon Bloy mais j'ai retenu quelques mots de lui : « l'argent, c'est le sang du pauvre ». Cela ressemble à un effet de style, trop appuyé pour provoquer à la réflexion.

C'est au contraire une vérité, effroyable et pas même cachée puisque la chaîne Arte a récemment consacré un reportage au « *business du sang* ». On y apprend que des Étatsuniens pauvres vendent chaque semaine deux litres de leur sang pour 60 dollars. Le plasma acheté à bas prix est revendu avec un bon gros bénéfice par une firme suisse et le commerce extérieur des États-Unis en profite puisque les exportations de plasma ont bondi de 15 millions de litres en 2007 à 32 millions en 2014.

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, qui rapportent ces faits dans un petit livre cinglant (1), y voient à juste titre un signe de dés-humanisation : on saigne les êtres humains comme on traite les vaches, avec l'alibi d'une rétribution. Mais fixer un prix pour le sang prélevé, c'est détruire la réalité et l'esprit du don selon la logique impitoyable de la marchandisation généralisée. On achète le droit à polluer comme on achète des députés, on spéculer sur le prix du pain comme sur les catastrophes climatiques : il existe en effet des « *obligations-catastrophe* » (cat bonds) qui s'échangent sur un marché financier spécifique, le Catastrophe Risk Exchange (Catex).

La dénonciation du capitalisme ne suffit pas. Il faut concrètement viser les petits groupes qui contrôlent le système, en profitent et commandent de plus en plus nettement les institutions politiques, souvent de manière indirecte, parfois directement. Par leurs enquêtes sociologiques sur la bourgeoisie et sur les grandes fortunes, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot ont acquis une connaissance et une compréhension

très précises des classes dirigeantes, mobilisées aux États-Unis comme en Europe pour la défense de leurs seuls intérêts. Ces classes ne disent plus au peuple de s'enrichir par le travail et par l'épargne selon l'injonction qui figurait sur le fameux tract rédigé par Guizot ; elles veulent s'enrichir elles-mêmes par la spéculation sans se préoccuper du quotidien des personnes exploitées et sans songer un instant à l'avenir de la commune humanité.



La pire incarnation de cette classe de prédateurs, c'est Donald Trump, qui porte les espoirs de nombreux Étatsuniens pauvres et dont l'élection a été chaleureusement saluée par le Front national. Le quarante-cinquième président des États-Unis, qui vient de dénoncer l'Accord de Paris sur le climat, avoue volontiers sa gloutonnerie financière et s'est employé depuis son élection à faire sauter le déjà trop faible encadrement de la finance mis en place après la crise de 2008. Que cet homme dirige la première puissance mondiale est à tous égards effrayant :

La classe dirigeante française, qui s'est remise à la remorque des États-Unis après la période gaullienne, professe bien entendu la religion de

l'enrichissement personnel dans le parfait mépris des citoyens. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot examinent le cas emblématique de François Fillon, qui prétendait mener à la victoire la prétendue « *droite des valeurs* » et prennent le soin de consacrer plusieurs pages à la famille Le Pen qui gère une grosse fortune sans trop s'inquiéter de la régularité de ses opérations financières. Marine Le Pen n'est pas seulement la rentière du malheur : elle participe au capitalisme rentier aussi sûrement qu'au système politique dont elle est devenue l'indispensable rouage. Son élimination politique est nécessaire mais elle n'échappera pas non plus à la mise en œuvre du projet d'euthanasie du rentier (2).

Face à tous ceux qui tentent d'imposer une vision identitaire génératrice de nettoyages ethniques, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot rappellent les véritables défis de notre siècle : nous sommes confrontés à un ultralibéralisme qui ne tolère aucune alternative et qui engendre une violence radicale, rigoureusement antipolitique et étrangère au souci de l'humanité. Il y a des oppositions, mais la résistance des groupes sociaux et des partis politiques se fait en ordre dispersé. Malgré quelques jugements un peu trop expéditifs sur nos institutions politiques, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot nous permettent de bien saisir la radicalité de la guerre de classe qui est en cours et appellent à une résistance tout à la fois intellectuelle et militante.

B. LA RICHARDAIS

(1) Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Les prédateurs au pouvoir, main basse sur notre avenir*, Editions Textuel, 2017.

(2) L'euthanasie du rentier n'est évidemment pas physique. Keynes évoque un nouveau mode de partage de la richesse créée qui élimine « une répartition de la fortune et du revenu [qui] est arbitraire et manque d'équité ».

N.B. Monique Pinçon-Charlot est candidate aux élections législatives dans la 13^e circonscription des Hauts-de-Seine.

La civilisation américaine

La question des civilisations, de leurs valeurs, de leur éventuelle supériorité est, en général, très mal considérée, tant il est vrai qu'il y a risque d'établir une hiérarchie valorisante ou dévalorisante entre elles. Régis Debray s'est épargné cette difficulté, en se gardant bien de rentrer dans une querelle byzantine piège. Pour lui, la civilisation américaine n'est pas la meilleure des civilisations, c'est celle qui a réussi à dominer les autres par son dynamisme inégalable. Français, européen, il mesure les dégâts de cette domination qui associe la puissance matérielle à l'imprégnation des mentalités et des mœurs. Mais il lui faut s'incliner devant une réalité massive qu'il ne diabolise ni ne divinise. Résistant à la vague qui submerge tout, il reconnaît l'incroyable performance de l'*american way of life*, ce code de vie qui s'est diffusé à l'échelle mondiale. Comment s'opposer frontalement à cet idéal contenu dans la déclaration d'indépendance des États-Unis, où la liberté et la recherche du bonheur commandent toute l'existence ? Ce qui ne serait que pur vœu de l'imagination prend consistance lorsque la prospérité et la supériorité vous assurent l'empire universel.

Le prodigieux talent d'écriture de Régis Debray permet de comprendre *ad intra* et *ad dextra* la nature de cette domination et de cette emprise, avec toujours la charge d'humour qui confère à son phrasé sa souplesse et son élan. Le styliste surdétermine le sociologue, l'historien, l'économiste, le politique, en pénétrant la substance des choses et en faisant percevoir la musique du monde, musique qui ici s'égale à la *Symphonie du Nouveau monde* : « *L'armée rouge a gagné la Seconde Guerre mondiale contre le nazisme, les États-Unis ont gagné la paix qui a suivi. L'Union soviétique, après 1945, a constellé l'Europe orientale et l'Asie centrale de garnisons et de missiles, mais il n'en est pas sorti une civilisation communiste susceptible de transcender et fédérer les quant à soi locaux. Manquait le bas-nylon, le chewing-gum et le hot-dog. Plus Grace Kelly et Jackson Pollock. Les États-Unis, peu après, ont fait encore plus et mieux en matière d'arsenaux, mais si, à leur deux mille implantations militaires sur les cinq continents, ne s'étaient pas adjoints trente-cinq mille Macdo dans cent-dix-neuf pays (dont mille cinq cents en France) accompagnés d'une langue idéale pour la traduction automatique, du rasoir Gillette, des micro-sillons du saxophoniste Lester Young, dit The Prez (pour Président), et du décolleté de Marilyn, il n'y aurait pas aujourd'hui de civilisation américaine.* » On admettra qu'un pareil tableau vaut toutes les monographies et les rapports sur la puissance américaine, dont l'écrivain concentre le secret d'une formule : « *En résumé, une suprématie est installée quand l'empreinte survit à l'emprise, et l'emprise à l'empreinte.* »

Cette empreinte, Hibernatus peut la découvrir, plutôt ahuri, lorsqu'il déambule dans le quartier le plus parisien de

notre capitale, celui qu'on appelle encore latin. Hibernatus avait quitté ce quartier quand il avait vingt ans en 1960, pour être proprement cryogénisé peu après. Fort heureusement décongelé en 2010, c'est avec stupeur qu'il redécouvre son cher Boul'mich. À la hauteur du Panthéon, rue Soufflot, un Mc Donald avait remplacé le café Mahieu et un Quick s'était substitué au Capoulade. La suite était à l'avenant : « *Deux boutiques sur trois étaient de fringues, leurs enseignes en anglais ou en dialecte approchant. À la file, Derby, "Very Good Soldes" en lettres rouges, H.P. Caterpillar, New Shop, Luxury Outlet. Un opticien s'affichait OnOptic, un autre Optical Discount, un pharmacien Sagacosmetics, un autre The Body Shop. Le bureau de tabac, Altersmoke.* » Je suis obligé de couper la citation qui se prolonge, non sans signaler le coup au plexus que constitue la métamorphose de la célèbre librairie Les Presses Universitaires de France, dont comme beaucoup (avec Hibernatus), je ne manquais jamais la station, quand mes pas s'aventuraient entre le Luxembourg et la Sorbonne. Le sacrilège est vraiment consommé, lorsque notre témoin constate qu'un magasin Nike, fastueux, occupe désormais l'espace.



Mais ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Régis Debray accomplit le parcours complet, il rend compte de l'ensemble, en ses multiples aspects, d'un génie unique : « *D'autres pays ont eu besoin, pour se grandir et croire en leur destin, de s'épingler au revers une doctrine ou un système ou une théologie – Luther ou Rousseau, Auguste Comte, Marx ou Nietzsche... La République américaine a fait choix, dans ce domaine, de l'économie. Idéologie minimale. Plutôt qu'au papier elle a confié son merveilleux à des supports photosensibles, qui ont le don d'imprimer dans toutes les rétines, y compris celles des illettrés.* » On a saisi que l'Amérique triomphait par la photo et surtout par Hollywood...

Donc l'Amérique a établi sa domination, et l'Europe, qui fut pourtant sa mère, vit désormais sous sa garde. Impossible d'échapper à l'emprise. Analogie de situation. La Palestine s'est trouvée autrefois sous le joug de l'Empire romain. Deux attitudes s'offraient à elle : celle d'Hérode et celle de Macchabée. L'hérodien est une sorte de collabo intelligent qui sait prendre parti de la situation. Le zélote, héritier des frères Macchabée, se lance dans une résistance désespérée qui s'achève dans la tragédie du suicide de Massada. Faut-il choisir ? Régis Debray préconiserait un moyen terme qui associe l'intelligence du compromis et la sourde résistance. En consolation, il nous laisse méditer sur la Vienne flamboyante de la culture, alors que l'Empire des Habsbourg s'effondre. On aimerait toutefois, lui poser quelques questions. Que pense-t-il de la mutation qui s'impose tout de même aux États-Unis, blancs, anglo-saxons, protestants, avec l'arrivée massive des latinos ? Et puis, *quid* de la puissance chinoise, menaçant tout de même le nouvel empire ?

Gérard LECLERC

Régis Debray, *Civilisation. Comment nous sommes devenus américains*, Gallimard, 19 €.

Lettres du Bosphore

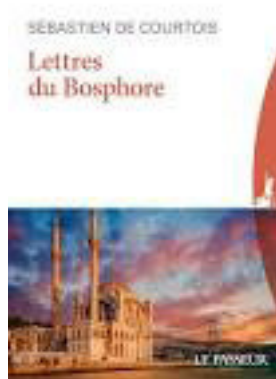
Je lis toujours avec passion les livres de Sébastien de Courtois. Il y a dans ses ouvrages quelque chose de Joseph Kessel ou de Christophe de Ponfily, grands explorateurs, grands découvreurs et grands amoureux du monde.

En 2014, il nous avait offert un remarquable «Thé à Istanbul» déjà publié au Passeur (1) et dont je ne saurais trop recommander la lecture. A nouveau, il nous invite à parcourir Istanbul, ses artères des plus grandes aux plus petites, traversées ponctuées de rencontres avec des universitaires, des journalistes, des écrivains, des chauffeurs de taxis, des garçons de café et des consommateurs anonymes, stambouliotes de vieille souche, exilés volontaires ou involontaires tant il est vrai qu'Istanbul est accueillante pour ceux d'ici et de là-bas. Comme toujours, on sort de ce livre avec l'odeur des livres que l'on se promet d'acheter, tant un livre de Sébastien de Courtois est un moment d'érudition. Mais ne nous y trompons pas. Il ne s'agit pas d'une érudition prétentieuse ni d'épater le lecteur. Il s'agit de partage, d'invitation au voyage, tant l'auteur est un nomade, de l'intelligence et du cœur. C'est un archéologue aussi, tant il aime à faire découvrir au-dessous des couches superposées de l'actualité médiatisée, les réalités profondes, les structures souterraines d'une nation, d'un peuple, d'une ville, d'un quartier. Istanbul et Sébastien de Courtois sont liés l'un à l'autre par une passion amoureuse qui ne se dément jamais, qui se dévoile à chaque page, mais toujours avec pudeur, avec retenue.

La pudeur pourtant n'empêche pas le plaisir qui est toujours présent au fil des pages. On y découvre les nombreuses tables publiques ou privées, riches ou plus humbles où il est toujours possible jusque tard dans la nuit, de déguster quelque bon vin, de s'enivrer avec des verres de raki, de fumer le narguilé et de refaire le monde jusqu'à plus soif avec ceux

d'ici et ceux d'ailleurs. Istanbul et ses invités ont toujours aimé les arts de la vie. On ne s'étonnerait pas de découvrir au détour d'une page Kessel devisant avec Schoendoerffer. Il y a aussi en dehors d'Istanbul des terrasses au soleil, près d'une crique, auxquelles on ne renoncerait pour rien au monde.

Pourtant ce livre est aussi rempli d'une passion inquiète, même si jamais au grand jamais l'auteur ne se laisse aller à la désespérance. Istanbul comme les autres villes de Turquie est confrontée à la politique de l'AKP, à son hold-up institutionnel mais aussi culturel auquel il se livre plus ouvertement maintenant qu'au moment de sa prise de pouvoir. Ce sont les amis qui partent ou qui sont emprisonnés, les manifestations de rue empreintes d'un nationalisme chauvin, ce sentiment de ne plus tout à fait reconnaître sa ville, même si pourtant elle demeure toujours la même. C'est une histoire plusieurs fois millénaire que l'on veut amputer, déformer. Ce sont des villes que l'on veut standardiser, abîmer, atrophier, afin de mieux construire ces lotissements uniformes qui enrichissent les amis des gens haut placés.



qui s'exile pour poursuivre sa vie loin d'un pays aimé où il ne se voit plus vivre. Pas question d'être son sujet, car désormais on ne veut plus citer son nom. Contentons-nous pour notre part de ses initiales RTE. Le départ est toujours un arrachement. Il est souvent définitif comme celui de

ces chrétiens syriaques avec lesquels l'écrivain partage une cérémonie de Noël dans une paroisse au nord de Los Angeles. La Turquie, l'Orient sont partout, mais c'est une ubiquité douloureuse. Et l'auteur, va-t-il lui aussi partir ? On sent la tentation présente, mais rien n'est fait



Mais si de Courtois parle d'Istanbul, c'est aussi pour nous parler de nous, de notre regard sur les autres, sur les Turcs que nous assimilons trop facilement au barbare, à l'anatolien besogneux et islamiste, vision déformée d'une réalité plus complexe. La Turquie est plurielle, diverse, contradictoire, riche à tous points de vue et liée à nous tant par l'histoire que par la géographie. Ne désespérons pas des Turcs et de la Turquie. Ne confondons pas apparence et réalité, ne noyons pas le long terme dans le court terme. Ne soyons pas besogneux à notre tour. Rendre le temps au temps, prendre le soin de la découverte, de la connaissance, c'est long, plus long qu'un journal télévisé, mais plus indispensable, plus vital aussi. Nous sommes liés à la Turquie comme elle est liée à nous. Arrêtons avec nos peurs. Sébastien de Courtois aime les ponts, pas les murs.

Marc SÉVRIEN

(1) Sébastien de Courtois : **Un thé à Istanbul, récit d'une ville**, Le Passeur ; 2014 ; 18.50 €.

Sébastien de Courtois : **Lettres du Bosphore**, Le Passeur ; 2017 ; 19,50 €.

Pensez à la souscription !

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Japon, le 25 mai : Paru dans la presse, un sondage affirme que 68% des Japonais ne verraient aucun inconvénient à ce qu'une femme puisse accéder au trône du Chrysanthème. Depuis l'annonce de l'abdication de l'empereur **Akihito** prévue en 2018, des voix au Parlement se sont élevées afin que la loi de succession - qui privilégie les mâles - soit changée et permette désormais aux femmes de monter sur le trône impérial.

Serbie, le 26 mai : Alors qu'une pétition ayant atteint le quorum nécessaire va être déposée afin que le Parlement étudie une proposition de restauration de la monarchie, une récente enquête d'opinion affirme que 39,7% des Serbes souhaiteraient le retour d'un roi, contre 32,3%. Selon le président du conseil d'administration de l'Association du Royaume de Serbie, Uroç Parezanović, la République continue de voir dans la famille royale une potentielle concurrente à son pouvoir alors qu'elle devrait surtout la voir comme une partenaire.

Russie, le 27 mai : Le **Grand-duc Georges Romanov**, est venu rendre hommage à ses grands-parents disparus et enterrés dans la forteresse Pierre-et-Paul. Il a été reçu par une délégation épiscopale orthodoxe et une haie d'honneur formée par l'équipage du navire portant le nom de Iaroslav le sage, dont il est le parrain.

Népal, le 28 mai : La démission du gouvernement et le changement de logo avant le début des élections locales n'ont pas permis aux monarchistes du **Rastriya Prajatantra Party (RPP)** de percer dans les urnes, lors du premier tour. Avec une municipalité obtenue et quelques centaines de conseillers municipaux, le RPP a annoncé avoir contracté des alliances avec d'autres partis, en vue du second tour des élections.

Frédéric de NATAL



Souscription 2017

Notre souscription annuelle est en cours.

Nous remercions très vivement celles et ceux qui nous ont adressés leurs dons. Nous publierons dans notre prochain numéro une nouvelle liste de souscripteurs.

Nous vous remercions d'adresser vos chèques libellés à l'ordre de « NAR » à :

**Royaliste
Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 PARIS**

Permanences parisiennes

Plusieurs membres du Comité directeur de la NAR et de la rédaction de **Royaliste** tiendront une permanence de

15h00 à 18h00

- le samedi 10 juin

- le samedi 24 juin

**38, rue Sibuet
75012 Paris**

Bernard Bourdin
Jacques Sapir
avec Bertrand Renouvin

**SOVERAINETÉ,
NATION,
RELIGION**

Dilemme ou
réconciliation ?



Qu'est-ce qui fonde la souveraineté ? De quand date-t-elle ? Quelle était sa place dans les régimes politiques antérieurs à la Révolution française ?

Un ouvrage indispensable pour comprendre les enjeux contemporains !

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (38, rue Sibuet, 75012 Paris) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45). Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée, elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12€) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

**Mercredi 14 juin :
Hadrien Desuin - « La France atlantiste »**

**Mercredi 21 juin :
Kévin Boucaud-Victoire - « La guerre des gauches »**

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration :

**Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris**

Tél. : 01 42 97 42 57

**Directeur de la publication
Yvan Aumont**

**Directeur politique
Bertrand Renouvin**

**Directeur politique adjoint
Christophe Barret**

**Com. paritaire
05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772**

Imprimerie spéciale de la N.A.R

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - B.A.L. 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Résister à l'oligarchie

La victoire d'Emmanuel Macron n'est pas celle d'un homme neuf. Le triomphe annoncé du parti présidentiel aux élections législatives ne porte aucune promesse de renouvellement salvateur. Déjà rapporteur de la Commission Attali, le nouveau président a exercé des responsabilités politiques majeures pendant quatre ans sous l'égide de François Hollande, en appliquant les préceptes ultralibéraux et en se soumettant aux injonctions bruxelloises. Le mouvement qu'il a fondé est un parti-entreprise, de type berlusconien, rassemblé par une communication efficace pour le culte d'une personnalité. Son élection est beaucoup moins l'effet d'une adhésion que d'un rejet du Front national.

La campagne pour les élections législatives ne permet pas de connaître l'ensemble des intentions du président de la République, dès lors que son parti obtiendrait la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Deux décisions nous portent cependant à une opposition résolue : la révision du Code du travail selon les prescriptions patronales, en vue d'une flexibilité qui aggraverait la violence sociale ; la soumission aux injonctions allemandes, dans l'espoir toujours démenti qu'une austérité exemplaire conduira Berlin à accepter une « réforme » de la zone euro.

La nation est confrontée au risque de constitution d'un bloc oligarchique, réunissant les fractions de droite et de gauche qui rivalisaient pour appliquer la même ligne ultralibérale et atlantiste. Ce risque est d'autant plus élevé que les candidats de la droite classique et du Parti socialiste qui font campagne contre le parti présidentiel n'ont aucune objection fondamentale à lui adresser et seront entraînés à rallier la majorité présidentielle ou à voter ses principaux projets de loi. Ce risque nous conduit à refuser toute voix aux candidats de La République en Marche, des Républicains et du Parti socialiste.

La menace que présente un dispositif oligarchique rationalisé et durci, agencé par un parti hégémonique au Parlement, ne saurait nous inciter à soute-

nir n'importe quelle formation d'opposition. Nous avons combattu le Front national dans sa version nationaliste-xénophobe comme dans sa variante identitaire et raciale. Nous avons constaté, lors de la campagne présidentielle pour le second tour, que la présidente de cette formation ne comprenait pas les enjeux monétaires et économiques. Après avoir récupéré le thème de la « sortie de l'euro » pour le réduire à une caricature brouillonne, le Front national le met de côté pendant la campagne des législatives et le courant majoritaire est décidé à abandonner l'objectif de souveraineté monétaire, condition première de toute politique économique et sociale. Incapable de conquérir le pouvoir, le Front national continue de jouer son rôle de repoussoir qui assure la domination d'une oligarchie minoritaire dans le pays. Toute voix accordée à ses candidats et aux ralliés de Debout la France conforte cette domination.

Les résultats obtenus par Jean-Luc Mélenchon au soir du premier tour de la présidentielle montrent que le populisme de gauche peut attirer un électorat victime de relégation sociale et territoriale. Nous n'avons pu soutenir cette candidature, malgré le projet positif de planification écologique et de sortie des traités européistes, en raison de la priorité donnée à la destruction de la Vème République. Nous ne pouvons pas faire pleinement confiance à la France insoumise, qui réunit sous une direction sectaire des candidats aux convictions différentes et parfois contradictoires. Il nous faudra donc opérer des choix avec discernement, au sein de la France insoumise mais aussi apporter nos suffrages aux gaullistes libres de toute allégeance au Front national et à Debout la France et à divers candidats indépendants en prenant comme critères les institutions politiques, la souveraineté de la nation, les impératifs du redressement économique et de la politique de développement.

Ces choix ne sont pas à faire dans une perspective strictement électorale. Il s'agit de soutenir les candidats décidés à participer au rassemblement patriotique qui permettra de marginaliser l'extrême droite et de dépasser les formes anciennes de la protestation. Les élections passées, il faut que nous soyons très vite en mesure d'offrir aux Français qui veulent en finir avec l'oligarchie un projet politique de reconstruction clairement situé dans le mouvement de l'histoire nationale.

**Le Comité directeur de la
Nouvelle Action royaliste**